

Les soldats de la paix

Lorsque les Canadiens sont partis dans la région de Suez en 1956 pour se joindre aux forces de maintien de la paix des Nations Unies, UNEF 1, ils ne se doutaient pas qu'ils posaient la première pierre d'une longue et respectable tradition canadienne; trente-cinq ans plus tard, les forces de maintien de la paix, dont ont fait partie quelque 85 000 Canadiens, sont devenues une source de fierté nationale et un élément décisif de la politique de défense générale du Canada.

La politique du maintien de la paix a également permis au Canada de jouer un rôle de premier plan dans ce qui

promet d'être une industrie florissante; en 1990, le Canada comptait un nombre de soldats supérieur à celui de tout autre pays dans les forces internationales de maintien de la paix, et il est probable, étant donné le projet d'envoyer de nouvelles missions au Sahara occidental, au Cambodge, au Salvador, et peut-être en Yougoslavie, que beaucoup d'autres Canadiens coifferont à l'avenir le casque bleu, symbole des Nations Unies.

Depuis la crise de Suez, le Canada est le seul pays qui peut se vanter d'avoir participé à toutes les missions chargées, sous les auspices

des Nations Unies, de restaurer et de maintenir la paix et de surveiller l'évolution de la situation. Il a également participé à d'autres missions ne relevant pas des Nations Unies et destinées à restaurer la paix en Indochine et au Nigéria, et, plus récemment, il a fait partie d'une mission de surveillance envoyée en Yougoslavie par la Communauté européenne.

Pendant quelque temps, il est apparu que le Canada ne faisait pas très bonne figure, du fait qu'il ne participait pas à la modeste première phase - 60 personnes seulement - de l'UNAVEM, la mission de vérification des Nations Unies en Angola. Toutefois, l'annonce, en juin 1991, de l'envoi par le Canada d'observateurs militaires à la deuxième phase, a rétabli la bonne réputation du pays.

CONUL, UNIPOM, FUNU, UNGOMAP, GOMNUI, UNTCOK, ONUC, UNTEA - la soupe à l'alphabet des missions des Nations Unies s'est répandue dans le monde entier. Les Canadiens ont servi dans le Sinaï, au Zaïre, en Corée, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, en Guinée occidentale, en République Dominicaine et à la frontière indo-pakistanaise. Les Canadiens arborant le casque bleu font également partie, en plus de l'UNAVEM, de la force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (FNUOD) sur le Plateau du Golan, et de l'Organisation des Nations Unies chargée de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST). De plus, ils sont depuis longtemps

membres de la FNUC, force des Nations Unies à Chypre. Les ingénieurs militaires canadiens forment un élément essentiel de la MONUIK, postée dans la zone démilitarisée à la frontière de l'Iraq et du Koweït. Les Canadiens ont aussi joué un rôle de premier plan en tant qu'organiseurs et participants de l'ONUCA, mission des Nations Unies en Amérique centrale.

Un modèle pour d'autres missions

L'intervention des Nations Unies en Namibie, en 1989, a probablement changé à tout jamais la nature des activités de maintien de la paix - et par conséquent le rôle du Canada en tant que participant à ces projets; en effet, l'action du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) a été beaucoup plus que militaire. Non seulement le GANUPT a observé le retrait de la Namibie des forces sud-africaines et imposé aux combattants de se retrancher dans des zones désignées, mais il a aussi organisé et surveillé le déroulement des premières élections démocratiques libres dans l'ancienne Afrique du Sud-Ouest. Pour mener à bien cette entreprise, il a fallu faire appel aux forces armées, à la police civile, à des superviseurs électoraux, à des recenseurs et à des scrutateurs. Environ 250 Canadiens se trouvaient parmi les 7 000 participants à cette opération, qui a servi de modèle pour d'autres missions.

Des Canadiens ont déjà été affectés à des missions techniques qui ont préparé le terrain pour l'intervention que prévoient les Nations Unies au Sahara occidental. En vue de préparer le référendum pour



Des soldats des Forces armées canadiennes en service à titre de gardiens de la paix.